Background/ Contexte

French Content:

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique continentale a connu de forts progrès économiques et sociaux grâce, notamment, à une meilleure gestion macroéconomique au niveau des pays et à des conditions favorables sur le marché mondial. La poursuite harmonieuse de ces acquis économiques et sociaux a été sérieusement menacée par la crise financière mondiale qui a frappé le monde en 2008, impactant indirectement les économies africaines par des canaux tels que la baisse de la demande mondiale et le financement des entrées. De nombreuses économies africaines ont lutté pour résister aux impacts de la crise et éviter un nouveau recul de leurs économies. Le défi consiste maintenant à concevoir des politiques qui permettront non seulement de faire en sorte que les économies africaines soient moins vulnérables aux chocs extérieurs, mais aussi d'assurer une croissance durable et durable et d'améliorer les conditions sociales sur le continent.

De toute évidence, en plus des réformes nationales, l'intégration économique est l'une des meilleures options disponibles pour garantir une forte croissance. Outre les gains liés au commerce, les gains traditionnels découlant de l'intégration économique comprennent l'accroissement des rendements et de la concurrence, ainsi que l'accroissement des investissements. L'intégration économique fera baisser la demande de biens de tiers - c'est-à-dire si les biens sont des substituts suffisamment puissants - poussent les entreprises à exploiter les économies d'échelle et à concurrencer les clients et à attirer des investisseurs locaux et étrangers.

Depuis sa création, l'Union africaine (UA) travaille à consolider les orientations définies par le Traité d'Abuja pour progressivement réaliser l'intégration et promouvoir le développement socio-économique. La construction de la Communauté économique africaine (AEC) est l'un des principaux objectifs de l'UA et a mis en place un certain nombre d'initiatives, y compris :

- l'harmonisation des politiques sectorielles de développement;
- la rationalisation et la consolidation des Communautés économiques régionales (CER); et
- l'accélération de la mise en place des institutions financières prévue par l'Acte constitutif de l'UA (Banque centrale africaine, Fonds monétaire africain et Banque africaine d'investissement).

Ces initiatives sont orientées vers une dynamique d'intégration irréversible avec le soutien des partenaires au développement.

C'est dans ce contexte que le Conseil exécutif de l'UA a pris la décision DOC.EX.CL/514 (XV).4.i) instituant le Congrès des économistes africains pour trouver des solutions concrètes aux problèmes d'intégration et de développement auxquels l'Afrique est confrontée. Plus précisément, le Congrès a pour objectif d'examiner, de discuter et d'analyser les questions contemporaines de développement et de proposer des solutions appropriées et approfondies aux problèmes socio-économiques.

À ce jour, quatre éditions du Congrès des économistes africains ont été organisées.

- La première a eu lieu du 2 au 5 mars 2009 à Nairobi sous le thème:
« Vers la création de la monnaie unique africaine ».
- Le deuxième a eu lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire du 24 au 26 novembre 2011 sous le thème:

« Comment parvenir à une croissance économique forte et durable en Afrique, afin de réduire le chômage et soutenir la dynamique de l'intégration régionale et continentale? ».

- Le troisième a eu lieu à Dakar, au Sénégal du 6 au 8 mars 2013 sous le thème :
« Industrialisation et émergence économique en Afrique ».
- Le quatrième a eu lieu du 16 au 18 novembre 2015 à Accra, au Ghana sous le thème:
« Politique industrielle et performance économique en Afrique »